

Brochure n° 3014

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 2336. – ORGANISMES GESTIONNAIRES DE FOYERS**  
**ET SERVICES POUR JEUNES TRAVAILLEURS**

---

**AVENANT N° 45 DU 14 DÉCEMBRE 2017**  
**RELATIF À LA RÉVISION DU FONDS D'AIDE AU PARITARISME**  
NOR : ASET1850306M  
IDCC : 2336

---

Entre :

CNEA,

D'une part, et

FSS CFDT ;

SNEPAT FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Les partenaires sociaux de la branche des foyers et services pour jeunes travailleurs (FSJT) réaffirment que la formation professionnelle est essentielle à l'évolution tant des salariés que des entreprises gestionnaires des foyers et services pour jeunes travailleurs.

La branche des FSJT souhaite ainsi se donner les moyens afin de soutenir et aider les salariés et les entreprises à optimiser le recours à la formation professionnelle.

Pour atteindre cet objectif, les partenaires sociaux souhaitent réviser le taux de la cotisation au titre du fonds d'aide au paritarisme. La modification de ce taux permettra ainsi de consacrer une partie de ces fonds à des actions favorisant la pratique de la formation professionnelle dans la branche.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet*

Cet avenant modifie l'article 3.5.1 de la convention collective des organismes gestionnaires de foyers et services pour jeunes travailleurs du 16 juillet 2003.

**Article 2**

*Modification de l'article 3.5.1*

Le deuxième alinéa de l'article 3.5.1 de la convention collective nationale des organismes gestionnaires des foyers et services pour jeunes travailleurs du 16 juillet 2003 est remplacé par : « cette coti-

sation est fixée à 0,29 % de la masse salariale brute annuelle, dont 0,09 % sera réservé à des actions visant à améliorer le recours à la formation professionnelle au bénéfice des entreprises et des salariés de la branche et non partageables entre les partenaires sociaux ».

### **Article 3**

#### *Entrée en vigueur*

Le présent avenant prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

### **Article 4**

#### *Accord d'entreprise*

Aucun accord d'entreprise ne peut modifier le présent avenant par des dispositions qui seraient moins favorables aux salariés.

### **Article 5**

#### *Révision. – Dénonciation*

Le présent avenant pourra être révisé ou dénoncé conformément aux dispositions légales.

### **Article 6**

#### *Extension*

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 14 décembre 2017.

(Suivent les signatures.)